

La Turquie va enquêter sur l'islamophobie en France ...

écrit par Cril17 | 13 janvier 2018



L'impérialisme destructeur turc ne connaît plus de limites.

Cet impudent Etat colonial, édifié sur le génocide des Chrétiens qui habitaient cette région envahie, sur 1000 ans, par les musulmans turcs, prétend maintenant « enquêter sur l'islamophobie en France »:

Le parlement de Turquie va ouvrir une enquête sur une supposée islamophobie qui aurait cours dans quatre pays européens. Aussi surprenant soit-il, la France et la Belgique font partie de la liste.

Une naissance en Autriche

Voilà donc une nouvelle peu reprise par les médias français. Elle contraste, il est vrai, avec la bonne figure affichée par Emmanuel Macron lors de la réception du président turc à l'Élysée. Recep Tayyip Erdoğan était ainsi à Paris le 5 janvier dernier.

Ces accusations d'islamophobie trouvent leurs origines en Autriche. Alors qu'il est désormais de coutume sur les réseaux

sociaux et dans les médias occidentaux de publier les photos des premiers nouveaux nés de l'année, la situation a tourné court à Vienne le 1^{er} janvier.

La première naissance de 2018 est une fillette d'origine turque. Sa photo en compagnie des parents est publiée en ligne par un journal autrichien et ne tarde pas à [agiter](#) la toile. Mais elle déclenche surtout une vague de commentaires particulièrement hostiles visant les origines extra-européennes de la famille.

Rappelons par ailleurs que l'Autriche est l'un des pays de l'UE où la défiance vis-à-vis de l'immigration est très forte. L'arrivée au pouvoir du jeune [Sebastian Kurz](#) ainsi que du parti [FPÖ](#) en sont les marqueurs les plus visibles.

Des musulmans malmenés ?

Suite à cet épisode, l'exécutif turc a donc décidé de mettre en place une commission parlementaire dont les travaux devaient commencer mardi 9 janvier. Son but ? Enquêter sur l'islamophobie en Europe et sur le sort des musulmans qui y résident.

Cette investigation va porter sur quatre États, jugés comme potentiellement les plus hostiles aux pratiquants de l'Islam par Ankara.

Parmi les pays visés, se trouve bien entendu l'Autriche compte tenu du fait évoqué. Mais, plus surprenant, la Turquie va également enquêter sur l'Allemagne, la Belgique et la France. Pour mener à bien leurs études, les députés turcs comptent demander l'autorisation à ces quatre pays de pouvoir se rendre sur leur territoire.

Pour justifier le choix de la Belgique dans cette liste, le quotidien belge L'Echo [évoque](#) plusieurs « rapports turcs » sur lesquels les parlementaires d'Erdogan se seraient basés et faisant état d'attaques contre les musulmans. Rappelons au

passage que, pour la seule région de Bruxelles-Capitale, les musulmans étaient [estimés](#) entre 250 000 et 300 000 en 2011, soit près d'un quart de la population. Des proportions bien plus importantes sont observées dans certains quartiers tels Molenbeek.

La Turquie porte-drapeau des musulmans

En Allemagne, les Turcs constituent la [première](#) communauté étrangère du pays et seraient aujourd'hui plus de trois millions à revendiquer ces origines. Quant à la France, malgré un recensement difficile sur la question, la communauté turque est évaluée entre 500 000 et plus d'un million d'individus, avec un relatif consensus autour des [700 000](#).

Le compte-rendu de cette enquête sur une prétendue islamophobie ne manquera certainement pas d'intérêt. Reste à savoir avec quelle grille de lecture les parlementaires turcs vont aborder le sujet.

Au-delà de la question de l'objectivité de l'étude, il est surtout nécessaire de retenir que la Turquie ne s'érige pas uniquement en protectrice de ses ressortissants. Mais bien de tous les musulmans en Europe. Un point qui a son importance.

Crédit photo : [Pixabay.com](#) (CC0 Creative Commons)

[cc] [Breizh-info.com](#), 2018, dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine